

« Jusqu’où ça ira, tout ça ? » À Colombes, l’État croit voir un directeur de cabinet « frériste »

Le directeur de cabinet du maire écologiste de Colombes est accusé par l’État de « mélange des genres » et d’acointances avec l’islam radical. Un soupçon, rendu public dans un rapport, que balaie avec consternation l’intéressé. Le maire dénonce l’instrumentalisation politique du préfet, un proche de Gérard Darmanin et ancien élu LR.

[Ilyes Ramdani](#)

26 mai 2025 à 14h36

SurSur le plateau de France Info, jeudi 22 mai, Valérie Pécresse déroule un long raisonnement sur l’islamisme en France puis s’interrompt. « *Est-ce que vous avez vu ce qu’il se passe à Colombes ?* », interroge la présidente Les Républicains (LR) de la région Île-de-France. Ainsi vit à présent la quatrième ville des Hauts-de-Seine, objet d’une vive attention politico-médiatique depuis qu’un rapport [commandé par le gouvernement](#) l’a érigée en illustration de l’entrisme des Frères musulmans en France.

L’accusation tient en une phrase, nichée dans un passage sur les ramifications municipales de la « mouvance » frériste : « *Le directeur de cabinet du maire est également le secrétaire général de l’association culturelle gestionnaire de la salle de prière rigoriste Centre Dignité.* » L’un de ceux qui ont contribué à l’écriture du rapport salue un « *cas topique* » : « *C’est rare qu’on ait un exemple aussi évident, aussi documenté.* »

Depuis, c’est une déferlante d’articles de presse, de débats sur les chaînes d’information en continu et de réactions politiques. Sur l’antenne de CNews, le préfet des Hauts-de-Seine Alexandre Brugère tire la sonnette d’alarme : « *La situation à Colombes est inquiétante.* »

L’intéressé, lui, se dit « *KO debout* ». « *Ce sont des attaques gratuites, infondées, très difficiles à vivre* », affirme Stéphane Tchouhan, qui a longuement répondu aux questions de Mediapart (*lire en boîte noire*).

L’affaire arrive aux oreilles de la municipalité le 7 mai : ce jour-là, le préfet Brugère ordonne et apprend au maire écologiste de la ville, Patrick Chaimovitch, la fermeture d’un institut d’apprentissage de langues, le Lissen Institute, dirigé par son directeur de cabinet. Officiellement pour des raisons de manquement aux règles de sécurité ; officieusement parce que la structure était dans le viseur de l’État, qui l’accuse d’abriter une « *école coranique* » présentant « *des signes de radicalité* ».



L'hôtel de ville de Colombes (Hauts-de-Seine). © Photo Philippe Moulu / Hemis via AFP

Alerté par les services de renseignement, le préfet avait mobilisé au printemps la cellule départementale de lutte contre l'islamisme et le repli communautaire (Clir), qui a entrepris le 5 mars un contrôle de l'établissement. Sur place, les représentants de l'État y trouvent, au milieu des posters sur l'alphabet arabe ou le vocabulaire, « *des tapis de prière* » et « *des affiches où les visages ne sont pas représentés* ».

Suffisant aux yeux de l'État pour craindre la diffusion au sein de l'institut d'une lecture « *rigoriste* » de l'islam. Quelques jours plus tard, l'affaire tombe dans le domaine public à la faveur d'un pas de deux entre le préfet et les médias du groupe Bolloré. Le matin du 12 mai, Europe 1 révèle la fermeture de l'établissement ; la préfecture poste sur le réseau social X l'extrait de la matinale de la radio ; le soir même, le préfet Brugère est [sur le plateau](#) de CNews pour raconter sa « *lutte sans merci contre l'islamisme* ».

Des affiches et des tapis

Dans le même temps, *Le Parisien* puis *Marianne* révèlent ce qui nourrit l'activisme de l'État local : le directeur de l'institut Lissen, Stéphane Tchouhan, est aussi directeur de cabinet du maire et secrétaire général adjoint de l'association Musulmans de Colombes (Musc), qui œuvre notamment à l'ouverture d'une deuxième mosquée dans la commune de 90 000 habitant·es. Un « *mélange des genres* » qui nourrit des « *questions* » et un « *soupçon* », confirme-t-on à la préfecture des Hauts-de-Seine.

Rien de suffisamment étayé pour justifier – à date – de décisions de l'État ou d'actions judiciaires. Le maire Patrick Chaimovitch regrette de voir étalé sur la place publique « *un faisceau de suspicion sans la moindre preuve de quoi que ce soit* ». « *Le préfet ne m'a donné aucun élément tangible, il n'a pas demandé la dissolution de la structure Lissen, il n'a pas demandé à ce que mon directeur de cabinet soit entendu mais il a jeté son nom en pâture dans la presse* », regrette l'écologiste, élu en 2020.

Sur le fond, la seule accusation qui ne prête à aucune polémique est celle qui vise les normes de sécurité incendie au sein de l'institut Lissen. « *Les manquements [...] sont avérés et n'appellent aucune contestation*, reconnaît d'ailleurs la structure dans un communiqué publié le 12 mai. *Nous travaillons à la mise en conformité sur la base du rapport de la commission de contrôle.* »

Sur les plateaux de télévision, cependant, le préfet ne cache pas la véritable raison du contrôle : le soupçon, nourri par les services de renseignement, que la structure soit le lieu d'expression d'un islam radical. Selon les documents consultés par Mediapart, les affiches évoquées par les services de l'État portent sur les piliers de l'islam et mettent en scène des personnages, masculins et féminins, sans visage. « *Il est du devoir de chaque musulman de payer l'aumône aux pauvres* », dit l'une d'elles, tandis qu'une autre enjoint au musulman d'« *accomplir la prière* ».

J'ai péché par naïveté.

Stéphane Tchouhan, directeur de cabinet du maire de Colombes

Le reste des posters placardés sur les murs de l'institut est plus classique dans un institut d'apprentissage de langues : règles de vie en classe, vocabulaire et alphabet arabe... « *L'institut utilise des livres connus, vendus dans le commerce, et se garde bien de transmettre des préceptes théologiques ou une certaine vision de l'islam*, se défend Stéphane Tchouhan. *De quoi parle-t-on ?* »

Le maire, Patrick Chaimovitch, dit avoir demandé à son directeur de cabinet d'abandonner ses fonctions associatives, dont il ignorait l'existence. « *Je ne vais plus du tout à l'institut Lissen, mon mandat se terminait au mois de juin*, répond Stéphane Tchouhan, qui assure accélérer ces jours-ci un processus déjà enclenché. *J'avais déjà demandé aux dirigeants de Musc de me sortir des instances, mais ça n'avait pas encore été fait. Je ne m'impliquais plus dans ces deux structures. Pour moi, ça n'était pas un sujet. J'ai péché par naïveté.* »



Le préfet des Hauts-de-Seine, Alexandre Brugère, le 14 mai 2025. © Photo Ludovic Marin / AFP

Sur le fond, en revanche, le maire de Colombes défend son directeur de cabinet, accusé d'être un agent d'entrisme islamiste au sein de la collectivité. *« C'est quelqu'un de compétent, très actif sur les sujets de jeunesse, d'emploi, d'insertion, énumère Patrick Chaimovitch. C'est un bon laïque, un vrai républicain qui ne me parle jamais de sa foi. »*

Nommé directeur adjoint de cabinet en 2020, puis promu directeur en février 2024, Stéphane Tchouhan est une figure bien connue à Colombes. La liste de ses engagements est presque aussi longue que le registre des associations de la ville : adhérent au club de natation, représentant des parents d'élèves, président d'un syndic de copropriété et d'un foyer socioéducatif, secrétaire d'une micro-crèche associative, membre d'associations culturelles et sportives, animateur, délégué du personnel... *« Ma vie et mes engagements ne se résument pas à son islamité », plaide-t-il.*

Patrick Chaimovitch l'assure en écho : l'homme qu'il sollicite en 2020 pour intégrer son cabinet est d'abord *« une personnalité engagée de Colombes, quelqu'un qui connaissait la ville et ses quartiers »*... et un fin politique, engagé sous la mandature précédente au cabinet du maire LR de la ville voisine de Villeneuve-la-Garenne. *« Je le voyais comme étant proche des macronistes locaux, raconte le maire. Pour moi qui tâchais d'apaiser la vie politique locale après mon élection, aller le chercher avait du sens. Il n'est pas sectaire. »*

Le zèle du préfet Brugère

Diplômé en droit international, l'intéressé déplore de voir sa vie résumée à son engagement, réel, auprès de la communauté musulmane de Colombes et pour la construction d'une mosquée dans la ville. *« Est-ce que ça fait de moi un islamiste ?, s'insurge-t-il. Avant, on était essentialisés comme jeunes de banlieue, comme jeunes issus de l'immigration. Désormais, c'est en tant que musulmans. Il faut presque se nier soi-même, s'excuser d'être ce que l'on est. »*

La voix de Stéphane Tchouhan s'étrangle un peu lorsqu'il raconte l'histoire de sa famille, la vie de femme de ménage de sa mère immigrée et le parcours qu'il a mené jusqu'à son poste à l'hôtel de ville. *« On s'est sentis redevables vis-à-vis de ce pays qui nous a permis d'en être là, extrêmement fiers aussi de ses valeurs, assure-t-il. Je me perçois comme un fruit du système méritocratique. Quand tout cela se termine par être taxé d'islamisme, comme ça, sur la place publique... »*

À Colombes, où la polémique suscite des débats nourris, la posture du préfet Brugère recueille son lot de critiques. *« Il fait de la politique »*, regrette le maire. Publication d'une note [sur le sujet](#) pour la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), interventions médiatiques à répétition : l'activisme du haut fonctionnaire déplaît d'autant plus que son CV est marqué par ses expériences de directeur de cabinet de Gérard Darmanin, d'élu local LR à Asnières (Hauts-de-Seine) et par sa fonction, théorique mais actuelle, de suppléant d'une députée [macroniste](#), Nicole Dubré-Chirat.

Quand il reçoit Patrick Chaimovitch, mi-mai dans son bureau à Nanterre, Alexandre Brugère surprend l'élu en lui demandant de ranger son téléphone dans une pièce attenante. *« Il me dit que ce sont des sujets de défense nationale, donc je respecte la confidentialité de nos échanges en sortant, puis je découvre qu'il fait le tour des plateaux pour raconter ce qu'il m'a dit »*, cingle-t-il.

À un an des élections municipales, l'édile ne peut s'empêcher de voir une connotation électoraliste dans le zèle préfectoral. Dans le microcosme local, on note d'ailleurs que le dernier [combat médiatique](#) du préfet portait sur l'extension de la mosquée de Nanterre, début 2025. Nanterre, plus grande ville dirigée par la gauche dans le département, juste avant Colombes. *« On voit bien que l'objectif est de nous délégitimer avant les municipales »*, accuse Patrick Chaimovitch.

Continuum

Stéphane Tchouhan, lui, déplore de ne jamais avoir été interrogé sur les soupçons désormais publics à son égard. *« J'ai toujours dit : "S'il y a le moindre élément, que les pouvoirs publics m'interrogent", affirme-t-il. Au moins, on pourra avoir des éléments concrets. Là, on n'a rien, personne ne m'a jamais entendu mais des soupçons dont on ne sait rien arrivent dans un rapport gouvernemental. Pourtant, j'ai des échanges très cordiaux avec les services du préfet et avec les renseignements territoriaux depuis des années. »*

En filigrane, le directeur de cabinet du maire de Colombes y voit le signe de la crispation de l'époque à l'égard des personnes de confession musulmane. *« La France est en train de marginaliser, voire de criminaliser, une partie de sa population, déplore Stéphane Tchouhan. Les musulmans sont présumés coupables de plein de choses. Et on a renversé la charge de la preuve : c'est à eux de démontrer qu'ils ne le sont pas. Jusqu'où ça ira, tout ça ? »*

L'enjeu n'est pas nouveau dans l'histoire de la représentation des populations minoritaires. Ces quarante dernières années, les exemples ne manquent pas de polémiques sur des profils de candidat·es, d'élus·es locaux et locaux ou de cadres territoriaux accusé·es de « communautarisme ».

Dans son livre *La Colère des quartiers populaires* (2025, PUF), le sociologue Julien Talpin cite l'exemple de Roubaix (Nord), où les écologistes locaux ont dû à plusieurs reprises se dépêtrer des procès en « islamisme » à l'approche d'échéances électorales. « *Les islamistes sont déjà là* », accusait un tract en 2004, accusant les chefs de file des Verts, musulmans et issus de l'immigration, de nourrir un « *communautarisme arabo-musulman* ».

Ce qu'on dit aux Français musulmans, c'est : « Rentre dans le moule et garde ta foi dans la sphère privée ».

Patrick Chaimovitch, maire écologiste de Colombes

L'une des personnalités visées, Ali Rahni, soupire à l'évocation de ces accusations. Vingt ans plus tard, celui qui milite encore au sein de la gauche roubaisienne voit un continuum entre sa trajectoire et l'affaire de Colombes. « *L'ennemi de l'intérieur est devenu le musulman engagé, lance-t-il. Dès qu'un musulman veut prendre part au débat civique, voire conquérir ou exercer le pouvoir local, il devient suspect. Il y a une sorte de délire complotiste qui gagne du terrain et qui devient inquiétant. Nous sommes les dignes héritiers des judéo-bolcheviques.* »

Dans l'ouvrage collectif *Démobiliser les quartiers. Enquêtes sur les pratiques de gouvernement en milieu populaire* (2021, Septentrion), la chercheuse Margot Dazey remonte même plus loin. Elle cite un rapport rendu à Charles Pasqua, alors ministre de l'intérieur, en mai 1995. Le document, titré « Islamisme en France », voit dans « *l'activisme politique* » de certaines organisations musulmanes une « *menace* » pour la République. Des accents très similaires au rapport rendu public [il y a quelques jours](#) par l'exécutif.

À lire aussi

[Rapport sur les Frères musulmans : la grande instrumentalisation](#)

21 mai 2025

À Colombes, Stéphane Tchouhan s'interroge à haute voix sur la suite. Démissionner pour « *protéger le maire et la majorité* » ? Il l'a proposé, mais « *ça serait donner raison à ceux qui ont lancé une charge aussi violente* », affirme-t-il. Au-delà de son cas personnel, le directeur de cabinet assure s'interroger pour « *[ses] enfants* ». « *On ne peut plus faire le dos rond et attendre que ça passe, lance-t-il. Dans quelle société ils vont devoir vivre ? Une société où ils devront se cacher et avoir honte d'être ce qu'ils sont ?* »

Depuis son bureau de maire, Patrick Chaimovitch s'alarme aussi de ce que la tornade médiatique dit de l'époque. « *On nie à la communauté musulmane une part de citoyenneté, regrette l'écologiste. Ce qu'on dit aux Français musulmans, c'est : "rentre dans le moule et garde ta foi dans la sphère privée". Tout cela en créant un climat de peur et de suspicion. Ici, on essaie de faire tout l'inverse : créer du lien et accepter les gens avec leurs identités et leurs différences.* »

[Ilyes Ramdani](#)

